

Les blogs-briques de NABNI

Dans la lignée de son action depuis 2011, NABNI propose à ses lecteurs une série de blogs sur des sujets d'actualité, des idées à méditer et à débattre, des partages d'expériences qui peuvent nous inspirer ou tout simplement des rêves d'une Algérie différente pour nous donner l'inspiration d'œuvrer pour une Algérie meilleure et pourquoi pas poser les premières briques de Notre Algérie Bâtie sur de Nouvelles Idées.

Le revenu universel, une solution au casse-tête des subventions en Algérie ?

L'idée est simple et de plus en plus en vogue : Distribuer un revenu de base à tous les citoyens qu'ils soient adultes ou mineurs afin de garantir un minimum vital à tous. Ce schéma remplacerait le système actuel complexe d'aides (allocations, aides et autres). Il remplacerait aussi le système de subventions aux produits de première nécessité qui aujourd'hui n'encourage pas la production nationale en subventionnant massivement des importations (essentiellement de lait et de blé) ainsi que des ressources non renouvelables (l'énergie et l'eau). Pour l'énergie et l'eau, le système actuel, ne permet pas le développement des grandes compagnies nationales, comme Sonelgaz et l'Algérienne des Eaux (ADE) car il force les prix à des niveaux trop bas et le recours à l'endettement subventionné par les banques publiques n'est pas une solution pérenne à ce déséquilibre et induit des risques pour notre système financier.

Un simple revenu universel serait-il la solution à toutes ces distorsions ? Un moyen d'assurer une redistribution équitable et exhaustive de la richesse en évitant les erreurs inévitables et la fraude potentielle liées au ciblage ? Un moyen de ne pas oublier les femmes, rétribuant ainsi justement un travail essentiel qui n'a jamais fait l'objet de rétribution : élever la prochaine génération d'Algériens ? Un moyen de tenir compte de la taille des familles en n'oubliant pas les enfants ? Un moyen de protéger les personnes âgées assurant ainsi un minimum de retraite pour toutes personnes âgées dont le besoin de prise en charge ira en grandissant (en 2030, 14% de la population aura plus de 60 ans) ?

L'idée de ce revenu universel est née du dilemme auquel font face les économies modernes mais aussi bientôt les pays émergents qui font le saut de la désindustrialisation précoce, passant de la case agricole à la case service sans avoir développé la productivité via l'industrie du fait notamment du progrès technologique qui fait que l'industrie est de plus en plus automatisée et robotisée et de moins en moins créatrice d'emplois. L'industrie représente 5% du PIB algérien et même si cette part croit en investissant dans les filières pertinentes elle ne sera pas nécessairement pourvoyeuse d'emplois : soit l'industrie sera à fort contenu capitaliste (comme la pétrochimie) soit elle sera manufacturière et robotisée.

Le dilemme de la création massive d'emplois est aussi d'actualité pour l'Algérie tout comme l'est le problème de la désindustrialisation précoce pour les pays émergents (l'industrie créant moins d'emplois ce sont aujourd'hui les services qui drainent le gros de l'emploi). Par

ailleurs, les mutations de notre économie prendront du temps : la promotion de l'employabilité notamment des jeunes exigera de gros efforts d'accompagnement et de formation que la disponibilité d'un revenu universel rendra plus aisé.

L'inefficacité et les gaspillages de notre modèle social actuel basé des subventions "universelles" tous azimuts et la difficulté depuis plusieurs années à lancer ne serait-ce qu'un pilote pour les subventions ciblées plaident pour une solution innovante qui sorte notre pays de l'impasse dans laquelle elle se trouve.

Par ailleurs, ce système part du principe que tout citoyen peut se rendre utile à sa communauté. Chacun d'entre nous s'occupant de membres de sa famille ou de son entourage via des actions bénévoles. Aussi rendre le bénévolat possible et attractif permettrait de débloquer tout un pan de services non rendus aujourd'hui et que nos concitoyens pourraient exercer pour se rendre utile et se réaliser socialement. Qu'il s'agisse de s'occuper de personnes âgées, de l'organisation ou l'animation de son quartier ou de structurer une démocratie participative au niveau de sa localité, par exemple.

L'avantage de cette formule réside dans sa simplicité mais elle n'est pas sans écueils.

L'un de ces écueils vient du taux insuffisant de bancarisation de la population algérienne, à moins de 50%, empêche ce système d'atteindre toute la population. Néanmoins la mise en œuvre de ce « Revenu Universel » peut constituer un levier pour la banalisation. Ainsi par exemple, une des conditions à la perception de ce revenu pourrait être la détention d'un compte bancaire.

Un autre écueil réside dans la détermination du montant optimal qui garantit à la fois un minimum vital à tous et qui ne contient pas de risque inflationniste trop important. En effet, à production constante, distribuer du revenu supplémentaire augmente le revenu de la population et par conséquent sa demande et les prix des produits. Cependant, les analyses préliminaires de ce nouveau système - aussi bien théoriques que tirées d'expériences pilotes- montrent que le risque inflationniste n'est pas avéré. Nous nous garderons de nous prononcer définitivement sur ce sujet mais quelques éléments peuvent commencer à nous éclairer.

En effet, pour une partie de la population, ce revenu viendrait se substituer aux subventions et aides ciblées. Il servirait à acquérir des produits aux prix libres et non administrés. Il suffira d'ajuster le montant du revenu universel pour compenser toute inflation naturelle. Une telle libéralisation des prix sera une incitation forte à produire compte tenu de l'attrait de revenus supérieurs pour les producteurs et par conséquent stimulera la production nationale.

Pour la partie la plus pauvre de la population ce nouveau revenu pourrait stimuler une nouvelle gamme de produits à bas prix pour répondre à une nouvelle catégorie de demande solvable et durable mais à petit budget. On peut penser à des meubles pas chers en kit produits localement avec des produits locaux comme la palme de dattier par exemple.

Pour les catégories les plus aisées, un impôt progressif pourra lisser le surplus de revenu induit par ce revenu universel et par définition leur sera également attribué. Ce lissage du revenu via les impôts est plus simple et plus précis et évite de gaspiller le budget de l'Etat dans des subventions aux carburants ou à l'eau qui servirait à des biens de luxe.

Quelques simulations préliminaires, en utilisant le montant des subventions alimentaires, au logement et énergétique - ont permis de situer ce revenu autour de 7500 DA par habitant et par mois (en faisant l'hypothèse que ce revenu concernerait les plus de 15 ans- ce qui pourrait réduire l'incitation à arrêter les études à cet âge- et que les revenus élevés ne seraient pas concernés par ce revenu universel qui sera écrémé via une taxation progressive).

Il n'est pas encore certain que cette solution soit la panacée mais elle mérite que nos économistes et notre gouvernement se penche dessus.

Un pilote en la matière serait le bienvenu et pourquoi ne pas mettre l'Algérie à l'avant-garde de l'innovation économique et sociale ? Et si nous commençons à adopter une approche humble et innovante qui consiste à tester les politiques publiques avant de les généraliser ?

A bon entendeur...

NABNI